

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
 E-mail : info@lesoiralgerie.com

Les néo-conservateurs ne savent plus où donner de la tête avec la nouvelle vague de nationalisme économique qui déferle sur des sphères longtemps intouchables de l'économie de marché.

Certes, l'Union européenne est loin d'être le bastion du socialisme, mais elle vient tout de même de lancer ce qu'elle appelle un «Fonds d'ajustement à la mondialisation» pour venir en aide aux victimes des restructurations et délocalisations dues à la concurrence internationale. Ce fonds est doté de 500 millions d'euros par an pour permettre à chacun des bénéficiaires de faire face à la situation, de se reconverter, de former, trouver un nouvel emploi... 570.000 personnes ont été touchées en 2005, mais pour l'instant entre 35.000 et 50.000 travailleurs devraient pouvoir bénéficier de cette aide chaque année. Un petit pas pour l'Union mais une grande victoire pour la régulation sociale.

Ailleurs, les réactions à la déréglementation sont plus radicales.

Des pays aux orientations économiques aussi contrastées que le Venezuela, la Bolivie et la Thaïlande viennent de marquer l'actualité par une série de mesures qu'on croyait enterrées avec la mondialisation.

A tout seigneur tout honneur : le Venezuela affiche ouvertement son leadership dans le nouvel affront aux valeurs à la mode.

Après sa récente réélection, M. Chavez a confirmé son engagement pour ce qu'il appelle le «socialisme du XXI^e siècle en réaffirmant son intention de nationali-

ser les plus importantes compagnies d'électricité et de télécommunications du pays, toutes deux contrôlées par des firmes américaines. Dans la ligne de mire présidentielle se trouvent Electricidad de Caracas (qu'il a réintégré dans le domaine public contre la coquette indemnisation de 700 millions de dollars) et la CANTV, la compagnie de télécommunications qui ne tardera pas, elle aussi, à revenir sous contrôle national.

L'administration Bush n'a pas été tendre lorsqu'elle a exprimé son inquiétude, à travers le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow, qui a déclaré : «Les nationalisations ont une longue et peu glorieuse histoire d'échec dans le monde. Nous soutenons le peuple vénézuélien et pensons qu'il s'agit d'un jour noir pour lui.

Le président Chavez avait franchement développé son programme de nationalisations, dans son discours d'investiture et il n'est pas homme à craindre de faire ce qu'il dit, malgré la proximité des Etats-Unis et l'importance des intérêts qu'ils détiennent dans cette vieille démocratie habituellement soumise au diktat d'une bourgeoisie compradore sans aucune consistance patriotique. Le Venezuela est toujours le quatrième plus gros fournisseur de pétrole des Etats-Unis, qui restent de loin son plus important partenaire commercial. En contrepartie, le Venezuela possède des avoirs aux Etats-Unis. D'où l'importance de l'enveloppe débloquée pour l'indemnisation de la compagnie américaine d'électricité.

Le président bolivien,

socialiste d'origine indienne, M. Evo Morales, a décrété ce vendredi le début d'une nouvelle ère pour l'industrie minière après avoir envoyé l'armée pour nationaliser un complexe métallurgique Vinto, propriété du groupe suisse, au motif que sa privatisation, réalisée en 2000 pour 14 millions de dollars, avait été effectuée de manière irrégulière.

En effet, le complexe en question avait été vendu par l'Etat à la société britannique Allied Deals qui, après avoir fait faillite, l'avait cédé pour un montant gardé secret à l'ex-président ultra-libéral bolivien Gonzalo Sanchez de Lozada, un riche entrepreneur minier.

L'ancien président, renversé par une insurrection populaire en octobre 2003, avait revendu, après son départ en exil aux Etats-Unis, le groupe détenant la fonderie, la Compagnie minière du sud (Comsur), au groupe suisse Glencore pour 200 millions de dollars.

C'est pourquoi, M. Morales a prié «avec beaucoup de respect» les compagnies étrangères d'opérer «dignement et honnêtement» dans le pays, affirmant qu'il n'accepterait pas d'hommes de paille dans ce secteur. On a envie de lui confier par procuration la gestion du dossier BRC, de Sonatrach et de tout notre secteur minier.

"L'heure est venue d'industrialiser toutes nos ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, les métaux et autres matières premières", a déclaré M. Morales dans un discours public, en annonçant le retour dans le giron public d'une fonderie appartenant

au groupe suisse Glencore.

Les soldats, équipés d'armes légères, entraînés à réprimer les révoltes indiennes, ont, pour la première fois, posé des banderoles portant l'inscription «nationalisés».

M. Morales, ouvertement anti-libéral, avait déjà envoyé en mai dernier l'armée occuper les principaux gisements d'hydrocarbures, après avoir décrété la nationalisation de la production pétrolière et gazière. Les autorités de La Paz s'indignaient de ce que les exportations minières ont atteint un milliard de dollars en 2006 mais n'ont rapporté que 56 millions de dollars au pays, le plus pauvre d'Amérique du Sud en dépit de ses immenses richesses.

Le nouveau gouvernement thaïlandais est, idéologiquement parlant, beaucoup plus surprenant parce qu'il est issu d'un coup d'Etat militaire. Pourtant, le 30 janvier dernier, son ministre de la Santé a signé un décret qui lui permet de prendre des licences obligatoires sur le Kaletra, un traitement anti-VIH du laboratoire américain Abbott, et le Plavix, un anticoagulant du laboratoire français Sanofi-Aventis, utilisé en cardiologie. Sa décision fait suite à la récupération, une année auparavant, d'une licence du Stocrin (efavirenz), un antirétroviral du laboratoire allemand Merck.

La Thaïlande n'avait pas les moyens de se payer «ces médicaments sûrs et indispensables» — un demi-million de Thaïlandais est touché par le VIH/sida — ; elle a alors carrément entrepris de recourir à des copies de ces médicaments auprès de fabricants indiens de génériques et

d'en produire directement dans son laboratoire public GPO (Government Pharmaceutical Office). La compensation versée aux détenteurs des brevets lui permet de diviser par deux les prix de ces médicaments.

La Thaïlande vient d'écrire une page essentielle dans un bras de fer, habituellement assimilé à une «guerre mondiale des brevets pharmaceutiques» qui oppose l'industrie pharmaceutique multinationale et les pays en développement.

La première bataille de cette «guerre» avait été gagnée à Pretoria, en 2001, lorsqu'un groupe de laboratoires avait contesté un projet de loi de santé publique du gouvernement sud-africain. L'affaire avait fait tellement de bruit que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait dû admettre, dans sa «déclaration de Doha sur l'accord sur les ADPIC» (novembre 2001), des règles autorisant un pays de contourner le droit des brevets, en cas de crise sanitaire. La déclaration de Doha précisait que «l'Accord (...) n'empêche pas et ne devrait pas empêcher les membres de prendre des mesures pour protéger la santé publique [et] promouvoir l'accès de tous aux médicaments».

Le Brésil y avait fondé ses négociations pour obtenir des rabais importants sur ses importations de médicaments. C'est pourquoi, la décision thaïlandaise, qui a été saluée par les militants de la santé publique, a soulevé un tollé parmi les lobbies pharmaceutiques et les chiens de garde conservateurs. Ces derniers ont été jusqu'à y voir la preuve que «les nouveaux dirigeants militaires



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

ne comprennent vraiment pas la démocratie». La réaction de M^{me} Margaret Chan, la nouvelle directrice de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une organisation pourtant intergouvernementale, a été plus étonnante. Elle s'est ouvertement rangée du côté de «Big Pharma» en soulignant que «l'industrie pharmaceutique fait partie de la solution à la question d'un meilleur accès aux médicaments» et demandé que le gouvernement engage des «négociations». La preuve qu'aucun segment onusien n'échappe à sa fonction de bras seculier des intérêts américains. Mais que peut-on d'ici reprocher à George Bush lorsque des porte-drapeaux du syndicalisme ouvrier bradent à vil prix le patrimoine de leur centrale au profit d'hommes d'affaires locaux ?

Le siège de *Révolution et travail* a été cédé à Khalifa Bank sur la base d'une simple promesse de vente pour une somme partiellement récupérée, rendant les travailleurs aphones dans un champ médiatique où l'expression des intérêts de classes est pour le moins disproportionnée.

A. B.

IL EN EST A SA QUATRIEME EDITION

20 productions télévisuelles postulent au Fennec d'or

Le lauréat de la 4^{ème} édition du Fennec d'or, qui, depuis son avènement, récompense les meilleures productions télévisuelles, sera connu le 22 du mois en cours au Théâtre national, a indiqué hier le président de la fondation Fennec d'or lors de la conférence de presse qu'il a animée à l'hôtel El Djazaïr à Alger. Hamraoui Habib Chaouki précisera, après un long préambule, que l'événement mis sous le parrainage du président de la République se déroulera sur quatre jours : du 19 au 23 février 2007.

Un programme «inclus» dans la manifestation «Alger, capitale de la culture

arabe», souligne le directeur de l'ENTV qui, en réponse à une question se rapportant au coût de l'opération, donne rendez-vous aux journalistes après la cérémonie. Rien n'est encore défini ni définitif, c'est à croire que l'opération n'a pas été budgétisée. HHC, qui appréhende la conférence en usant d'humour et de jeux de mots, souhaite l'indulgence de ses confrères de la presse écrite après avoir rappelé les critiques dont a fait l'objet la précédente édition.

Notamment l'animatrice de la soirée de remise des Fennecs. «Il est difficile d'animer en direct, devant un parterre de

personnalités et d'être obligé d'utiliser une langue que l'on ne maîtrise pas très bien», dira-t-il pour excuser les erreurs de sa jeune collègue qui, si l'on en juge par la plaidoirie du Pdg de l'ENTV, a toutes les chances d'animer la soirée de la 4^{ème} édition du Fennec d'or.

A deux semaines de l'événement, le nom de l'animateur n'est toujours pas connu. En revanche, celui du jury l'est. Présidé par Inaâm Bayoud, il est composé de cinéastes, d'hommes de lettres et d'universitaires.

Il devra «détailler» la vingtaine de courts métrages et feuilletons en majorité

réalisés par des boîtes privées de production dont Hakim Film, avec le feuilleton *Wahiba*, Tessala vidéo prod et *Chahra* ou encore Art Image et *Douar Chaouia* de Djamil Arras.

La télévision nationale concourt avec le film *L'aïe noire El djannah el assouad*. Deux productions tunisiennes sont également sur le départ. A noter que le 19 février sera consacré aux jeunes producteurs auxquels il a été décidé d'octroyer le Fennec d'argent. Les 20 et 21 février se tiendra un séminaire sur la comédie dramatique arabe.

S. A.

HYUNDAI VOUS EMMENE EN VOYAGE **JUSQU'À 150.000DA DE REMISE**

AEROTOWN

•25 places : 4 731 000,00DA

•36 places : 4 764 000,00DA

COUNTY

•25 places : 2 525 800,00DA

•30 places : 2 985 500,00DA

HYUNDAI MOTOR CO. (ALGERIA) S.A. - 10000 BOULEVARD DE LA LIBERTÉ - ALGER - ALGÈRE - ALGERIE - TEL: 021 50 50 50 - FAX: 021 50 50 50 - E-MAIL: www.hyundai-alger.com